

LA SOCIÉTÉ CIVILE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RD CONGO)

L'idée de la société civile aujourd'hui

Kä MANA,
Professeur des
universités, Directeur
de recherche à
l'Institut interculturel
dans la Région des
Grands Lacs (Pole
Institute) où il
anime le programme
« université
alternative pour
l'éducation des jeunes
à la transformation
sociale ».
godefroidkngd@
gmail.com

Nous voulons parler de la société civile au Congo-Kinshasa en partant d'une réflexion présentée par Hilary Clinton autour de ce qu'elle appelle, dans son livre *Le temps des décisions 2008-2013*, le pouvoir intelligent, *smart power*¹. Son point de départ est la définition d'une « société saine » comme un trépied composé de trois éléments : « un État responsable, une économie ouverte et une société civile passionnée ». À ses yeux, c'est dans l'inter-fécondation entre ces trois grandes réalités que se dévoile le pouvoir intelligent : une dynamique à laquelle elle a consacré son travail comme Secrétaire d'État aux États-Unis en vue de réorienter la politique étrangère américaine sous la présidence de Barack Obama. Sur cette politique, elle écrit :

Si nous voulons réussir au XXI^e siècle, nous devons mieux intégrer les outils traditionnels dont elle dispose – la diplomatie, l'aide au développement et la force militaire –, mais puiser dans le dynamisme et les idées du secteur privé et donner du pouvoir aux citoyens, notamment les militants, organisateurs et apporteurs de solutions que nous appelons la société civile, afin qu'ils résolvent eux-mêmes leurs problèmes et déterminent leur avenir.

L'idée de société civile est ici celle du développement de l'intelligence sociale par la formation des ressources humaines qui prennent les questions de société en charge dans des initiatives et des projets d'action fondés sur la force de donner des réponses concrètes et fertiles aux attentes des populations. C'est le pouvoir de chaque citoyen et de tous les citoyens lorsqu'ils prennent conscience de leur capacité de peser réellement sur leur destin.

Pour qu'il puisse prendre tout son dynamisme au sein de ce que représente la société civile, ce pouvoir

1 Hilary CLINTON, *Le temps des décisions, 2008-2013*, Paris, Fayard, 2014.

a besoin d'être irrigué par une grande utopie et des rêves puissants. Ces rêves puissants et cette grande utopie, Hillary Rodham Clinton en a eu à revendre, selon elle-même, pour son pays, les États-Unis d'Amérique.

Nous devons mettre en œuvre toutes les forces de l'Amérique pour construire un monde où il y aura plus de partenaires et moins d'adversaires, plus de responsabilité partagée et moins de sang versé, plus de bons emplois et moins de pauvreté, plus de prospérité largement répartie et moins de dommage à notre environnement.

« Le pouvoir intelligent » est celui qui s'inscrit dans cet éclatant rêve d'avenir, dans ce splendide horizon de sens². On ne peut pas penser et organiser la société civile sans l'y inscrire comme projet d'action et de transformation sociale.

Si nous avons choisi la réflexion de l'ancienne Secrétaire d'État américaine pour ouvrir notre réflexion, ce n'est pas seulement parce qu'elle permet de comprendre la société civile comme un pouvoir, une dynamique d'action propre aux « militants, organisateurs et apporteurs de solutions » en vue de « résoudre les problèmes » et « déterminer l'avenir » grâce aux ressources humaines que sont les citoyens en tant que sujets créateurs et agissants. C'est surtout parce qu'elle intègre cette société civile dans une vision d'ensemble dont « le pouvoir intelligent » lie ses dynamiques aux outils politiques traditionnels et au monde de l'initiative privée, ou plus globalement à la sphère de la gestion économique.

Ce lien est à mon sens capital. Il situe le rôle et l'action de la société civile non pas contre la gouvernance politique et la gestion économique, mais dans la recherche des solutions concrètes dont le souci est de développer **un dynamisme critique. Et en même temps une force de proposition utile dans une puissance** de fécondation du champ politique comme du champ économique au profit des populations dans les problèmes qui les accablent. Problèmes qui doivent être résolus de la manière la plus concrète possible.

Sans se mettre au service de ces pouvoirs politique et économique ni leur servir d'appoint ou de soutien, la société civile doit « contribuer à mettre l'État face à ses propres responsabilités et à impulser le changement social ». C'est là son propre ordre d'existence dont on peut dire qu'elle se distingue de celle du monde économique et du monde politico-diplomatique et militaire du point de vue de sa structure, de ses valeurs, de ses intérêts et de son sens.

Société civile : structures, valeurs, intérêts et sens

Les structures. Alors que les outils traditionnels de la puissance imposent un ordre et une organisation dont la violence légitime exige une

² Lire à ce sujet : « Le monde dans lequel nous vivons et l'éducation de nouveaux citoyens », in *Villes et Communes*, numéro 148, Yaoundé, mars 2015.

centralisation du pouvoir de décision et une force de vision économique fertile pour construire une unité d'action autour d'une certaine idée de l'État, la société civile s'articule sur des organisations multiples dont les liens sont les problèmes à résoudre dans la multiplicité de leur fond et de leur forme, au cœur de la vie concrète des citoyens. Notamment : « des militants et des bénévoles au sein des communautés locales ; des journalistes ; des étudiants et des enseignants ; des chefs d'entreprises et des dirigeants syndicaux, des dignitaires religieux »³. Alors que la sphère de l'économie privée ou de l'économie tout court tourne autour du Marché et de l'Entreprise comme nœuds de la production des richesses dans un champ compétitif où les profits et l'enrichissement font loi ; alors qu'elle exige des mécanismes propres de gouvernance souvent autoritaire, le domaine de la société civile donne à chacune des entités qui la composent le pouvoir de réflexion, de débat et de proposition au service de la communauté, sans se comprendre comme un pouvoir à défendre ou une proie à gagner contre d'autres pouvoirs et d'autres proies. En cela, elle n'a rien d'un ordre militaire ou d'une structure diplomatique d'État, qui sont, eux, au service des pouvoirs politique et économique en place. Dans sa multiplicité, elle a pour principe de cohérence la capacité d'être sensible à tous les problèmes auxquels les autres champs de la société sont confrontés et de mobiliser les citoyens pour qu'elles conduisent les pouvoirs en place à les mieux comprendre et à les mieux affronter, de manière pratique, c'est-à-dire au service des populations.

Les valeurs. Cette posture d'articulation et de cohérence confère à la société civile une vision essentiellement éthique, un ancrage dans les valeurs de service plus fortes et plus fécondes que ce que le pouvoir politique et le pouvoir de l'économie privée, ou même publique, peuvent promouvoir comme faisant partie de leur substance même. La multiplicité et la diversité de ses champs d'intervention ne sont unifiées que par la sensibilité aux valeurs d'humanité à défendre quand elles sont bafouées et à développer et à promouvoir comme forces du bien public et des intérêts communs quand ils n'existent pas. Au nom de ces valeurs fondamentales comme la liberté, la démocratie, la dignité humaine, le respect de la personne, le souci du bien commun, le refus de la torture, le développement solidaire et la cohésion sociale, on attend que la société civile se mobilise et mobilise les énergies de la créativité sociale, afin d'orienter la politique et l'économie vers une vision haute de l'Homme et de son humanité. Elle veille ainsi, si l'on peut dire, à l'éthique politique et à l'éthique économique, par fécondation de leur esprit. On peut alors dire que son action consiste à agir en fonction des idéaux et des utopies.

Intérêts. Mais ces idéaux et ces utopies ne sont pas des entités abstraites ou des rêveries pieuses. Ils sont ancrés dans des intérêts concrets et précis

3 Hillary CLINTON, *op. cit.*, p. 77.

qui font que chaque organisation de la société civile s'occupe des enjeux spécifiques pour en promouvoir le respect, au nom de l'humain. Elle se bat pour cela et veille à ce que son combat s'inscrive dans un processus de transformation sociale visible et profonde. C'est dans la mesure où existe le plus grand nombre possible d'organisations ainsi orientées et qui prennent conscience de leur capacité à être ensemble dans une unité plurielle de réflexion, de débat et d'action que l'on peut parler d'une société civile cohérente et efficace, autour des intérêts de la communauté sociale entière. Ici aussi, on doit insister sur le fait que ces intérêts, même s'ils ont des dimensions politique et économique claires, n'inféodent pas les organisations de la société civile dans l'ordre de soumission face à l'État et aux entreprises. Ils sont pris en charge dans un ordre pratique, critique et éthique pour enrichir le sens du bonheur collectif, tâche authentique de la société civile.

Sens. Ce concept de sens comme quête du bonheur communautaire est essentiel. Quand Hillary Clinton désigne la société civile comme une sphère d'identification des problèmes et de recherche des solutions concrètes par des citoyens à l'échelle de l'action locale et dans l'inter-fécondation des dynamiques inventives et créatrices, elle indique bien un horizon de sens que toute structure de la société civile ne doit jamais oublier : une certaine qualité de vie et une certaine substance de promesses à vivre dans une société heureuse et épanouie. Partout où l'on a le sentiment que cette qualité d'épanouissement et de bonheur manque, la société civile devient plus qu'une instance critique : elle se fait aiguillon, une torpille pour le changement social, en vue d'une autre politique et d'une autre économie, sans du tout se substituer aux pouvoirs en place ni s'emparer de leur prérogatives régaliennes. Il s'agit, à tout moment, d'indiquer le sens et de pousser les pouvoirs en place à tourner leur regard vers ce sens dans l'exercice de leurs fonctions. Cela pour empêcher que ces pouvoirs ne deviennent imbéciles au sens où l'entend le proverbe chinois qui dit : « Quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt ». La distinction entre la société civile et les autres instances sociales, c'est que la société civile indique la lune que tous les autres pouvoirs doivent regarder pour en enrichir leur fonction de gouvernance et de gestion : l'exigence des valeurs, du bonheur.

Quand l'idée de société civile se brouille et se délite

En RD Congo aujourd'hui, si nous appliquons le schéma d'intelligibilité de la société civile comme le présente Hillary Clinton, certaines pathologies de cette société sautent aux yeux.

Elles relèvent avant tout de l'idée même que le Congo comme communauté de destin se fait de la société civile en son sein. On a le sentiment que cette idée est essentiellement de facture politique, comme si la fonction des acteurs

de la société civile était d'être une doublure des organisations politiques, ou au moins, une sorte d'antichambre pour y accéder, dans les instances dirigeantes comme dans l'opposition. De même, elle fonctionne comme une société dont les intérêts sont fortement économiques et financiers, comme si les organisations civiles étaient de petites et moyennes entreprises, ou même de gros *trusts* au service des conglomérats étrangers. L'imbrication de cette vision politique et économique vide l'engagement des militants de toute la force qui lui permettrait de se concentrer sur les problèmes spécifiques à résoudre et pour les résoudre effectivement.

Un exemple connu : la RD Congo est sans doute le pays qui a le plus grand nombre des organisations de la société civile pour la recherche de la paix au kilomètre carré. Elle est en même temps le pays où ces organisations sont traversées par d'intenses conflits de pouvoir et s'accrochent aux financements extérieurs avec une impressionnante énergie, sans qu'à ce jour une voie congolaise de construction d'une société de paix ait été ouverte vraiment par ces organisations. Pourquoi ? Parce que la paix n'est pas, globalement pour ces organisations, un problème à résoudre mais une opportunité d'accès aux strapontins politiques ou à l'enrichissement grâce aux aides extérieures pour certains personnages qui savent profiter du chaos congolais et de la misère de nos compatriotes. Même s'il existe des hommes et des femmes de bonne volonté qui s'adonnent de tout cœur à la construction d'une société de paix et prennent des initiatives louables dans ce sens, la ligne globale qui domine dans la société civile congolaise sur la paix n'est pas la leur. D'où l'énorme difficulté qu'il y a aujourd'hui à trouver de vraies solutions proposées par cette société civile. Les solutions pour la paix, ce sont les instances politiques, diplomatiques et géostratégiques qui les proposent, mais toujours en termes de guerre. D'où la désastreuse impression que donne le Congo où l'on s'intéresse plus à la guerre qu'à la paix, où l'on pense la paix en termes de guerre, depuis de longues décennies.

Un autre exemple connu : la profusion de ce que le romancier congolais Baenge Bolya appelle la « profanation des vagins » ou le viol massif et cruel des femmes dans la région Est de la RD Congo. Dans ce pays aujourd'hui considéré comme « la capitale mondiale du viol » par la communauté internationale, pullulent des organisations de lutte contre ce phénomène. Si vous cherchez aujourd'hui à savoir laquelle de ces organisations dispose d'une stratégie de lutte véritable pour changer l'ordre des choses, vous serez étonné de constater que celle qui est la plus efficace est un hôpital où un grand médecin congolais, le docteur Denis Mukwege, « répare » les femmes violées, pour reprendre une expression de la journaliste belge collette Braeckman. C'est-à-dire : agit en aval du problème. Les autres lieux de lutte contre le viol massif des femmes sont en majorité des tambours pour dire au monde entier tous les tourments et toutes les souffrances des femmes congolaises, sans qu'il y ait véritablement une solution congolaise

durable à ce problème, ni au plan de la psychologie collective, ni au plan des décisions juridiques, ni à l'échelle de la recherche sur les stratégies de l'éducation humaine. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que « la profanation des vagins » est instrumentalisée par de petits systèmes pouvoiristes de combat pour accéder au champ politique ou par la volonté de drainer l'aide financière internationale vers certaines organisations.

Un troisième exemple : la lutte pour les droits de l'homme. Le Congo y investit beaucoup d'énergies à travers de grandes organisations comme *La Voix des sans voix* ou *L'action des Chrétiens pour l'abolition de la torture*, avec des remarquables résultats en termes de mobilisation des forces de résistance, de révolte et de transformation sociale. Curieusement, c'est dans ce domaine que la lutte des « ego » de chefs est la plus féroce, pour acquérir une dimension nationale de grande figure politique. Cela prouve que l'essentiel dans la lutte pour les droits de l'homme est le positionnement politique et pas les droits de l'homme en tant que tels. D'ailleurs, le nombre d'anciens militants des droits de l'homme qui sont maintenant dans les rouages politiques du pays prouve à suffisance que l'orientation des chefs des mouvements civiques a eu une visée d'entrer dans le cercle du pouvoir ou de l'opposition.

Dans plusieurs autres domaines, on peut multiplier les exemples. Mais il ne faut pas prendre ces exemples comme une vision pessimiste de l'action de la société civile au Congo. Nous avons voulu ici présenter seulement les pathologies qui empêchent que cette société civile donne la mesure d'elle-même dans un pays écrasé par de gigantesques problèmes à résoudre. Quand dans un tel pays l'idée de société civile est gangrenée par des ambitions politiciennes et un désir effréné d'enrichissement personnel, on peut craindre que l'imaginaire national soit troublé et perturbé par des perceptions négatives des militants de la société civile par le peuple. Aujourd'hui, cette perception est effectivement très négative et rien n'indique qu'elle changera réellement à court terme, surtout quand on voit que certains problèmes cruciaux comme la condition des paysans, les misères urbaines, le désarroi du système éducatif et tant d'autres qui doivent mobiliser les acteurs de la transformation sociale ne sont pas pris en compte selon l'esprit d'une société civile consciente de son identité et de son authenticité.

Il y a donc un changement de fond à opérer dans l'idée de la société civile et dans l'image que donne d'elle les militants qui en défendent le travail en RD Congo. Nous pensons ici non seulement aux fonctions pratique, critique, créative et utopique sur lesquelles le schéma de Hillary Clinton insiste, mais à un autre schéma qui permettrait de penser autrement les structures, les valeurs, les intérêts et le sens de la transformation sociale par les acteurs de la société civile.

Quand les structures, les valeurs, les intérêts et le sens s'effondrent

Ce schéma, nous le trouvons dans l'idée de trois constructions pour la transformation sociale proposée par le penseur français Michel Séguier dans ses analyses des œuvres du pédagogue brésilien Paulo Freire et de l'activiste américain Saul Alinski. Il s'agit « de la construction d'une conscience, de la construction d'une alternative et de la construction d'un pouvoir de changement »⁴.

La conscience, c'est celle « des situations et discriminations jugées insupportables, sans réelle perception d'issues possibles ; d'injustices flagrantes et permanentes ; de menaces pour notre vie et notre survie ; de dépossession totale d'un pouvoir ; de toutes choses ayant été ou étant encore subies au Congo avec des fréquences et des intensités variables mais toujours fortes et préjudiciables »⁵.

Les alternatives, ce sont les solutions concrètes que l'on forge comme réponses aux situations insupportables et que l'on met en œuvre pour que la société change véritablement grâce à la société civile et à son action.

Le pouvoir, c'est l'énergie de construire ces solutions de changement dans la vie de tous les jours, conformément à l'idée que l'on a de ce que la société civile devra être.

Les structures de cette société civile, les valeurs qu'elle défend, les intérêts qu'elle promeut et le sens qu'elle donne à son action dépendent de la triple construction de la conscience, des alternatives et du pouvoir, dont l'orientation est différente de ce que font les autres champs du *smart power*, notamment : le pouvoir politique et le pouvoir économique dans leur propre substance.

Au Congo, les structures de la société civile se calquent sur les instances politiques dont elles reprennent les titres et les modes de fonctionnement jusqu'à la caricature. Elles ont en leur sein les majorités et les oppositions, les gouvernements légitimes et les ailes illégitimes, les présidents reconnus et ceux qui les contestent, tout cela dans une atmosphère de tintamarre qui les éloignent de leur vraie légitimité : les problèmes réels à résoudre. On retrouve en elles les clivages ethniques et les dynamiques tribales qui agitent le monde politique. Elles fonctionnent avec des allégeances politiciennes et défendent les intérêts des hommes de pouvoir de manière visible, sans se demander si ces allégeances relèvent encore de l'authenticité de la société civile ou pas. Aujourd'hui, par exemple, il existe une société civile clairement proche du gouvernement en place, une nouvelle société civile qui se positionne comme une force d'opposition, une autre société

4 Michel SEGUIER, « Les trois constructions : d'une conscience - d'une alternative - d'un pouvoir à partir des révoltes », in Bustani ya Mabadiliko, *Des révoltes constructrices pour le Congo, Expériences des accompagnateurs des dynamiques de paix dans des contextes de crises*, Pole Institute, 2013.

5 *Ibidem*.

civile qui se pense comme authentique et d'autres encore qui se définissent selon leurs critères à elles. Un véritable capharnaüm sans unité de vision ni solidité d'ambition ! Dans un tel contexte, il est difficile d'attendre et d'atteindre une transformation sociale digne d'une société intelligente.

Il en est de même dans le champ des valeurs à défendre et à promouvoir. De par son insertion dans la logique politique et dans ses forces financières, la société civile a perdu la consistance de la foi en l'humain qui définit son identité. Elle ne donne pas l'image d'une force éthique capable d'enrichir l'ordre politique et économique de la nation avec des normes qu'elle respecte elle-même. Elle est plus apparentée aux cymbales qui retentissent de manière stérile que du limon qui fait lever la pâte d'une société heureuse.

Cela se voit dans son manque du souci ferme d'intérêts communs à défendre et de méthodes d'action concertées pour mobiliser la société autour de ce dont les populations ont besoin pour vivre une vie digne. Seuls des sujets qui ont une teneur politique comme la révision de la constitution et le renouvellement du mandat du président de la République, la fait un peu bouger, comme si des causes telles que l'insécurité endémique et la misère chronique du peuple ne méritaient pas aussi un engagement visible et clair.

Il y a comme un manque de sens dans le fonctionnement et la gestion de cette société civile : quelque chose comme une absence de vision haute de l'homme et de son destin, du pays et de sa destinée, pour galvaniser les énergies de la transformation sociale.

Que faire ?

La question qui se pose maintenant dans ce paysage est celle-ci : Que faut-il faire ? Repenser et refonder la société civile congolaise de fond en comble.

Repenser l'idée de la société civile au Congo selon les normes du pouvoir intelligent dont parle Hillary Clinton, c'est un travail que les militants devront faire afin d'intégrer leurs projets, leurs initiatives et leurs actions dans une relation fertile avec l'État dans ses responsabilités, l'économie dans sa productivité et la communauté nationale dans son ensemble comme société intelligente.

Refonder la société civile, c'est intégrer ses structures dans la dynamique des valeurs et des intérêts vitaux des populations dont les problèmes devront être le cœur de toutes les préoccupations des militants.

C'est dans la mesure où la société civile s'insérera dans la dynamique de la construction d'une société saine et d'un pouvoir intelligent qu'elle sera vraiment à la hauteur des espérances du peuple congolais. ■